

LE TEMPS

votation Lundi 11 novembre 2013

Quand les recettes fiscales inspirent la solidarité

Par Anne Fournier Kappel am albis

Des villageois veulent verser à des œuvres d'entraide une part des recettes fiscales issues des impôts de Glencore Kappel am Albis d'ici fin novembre si elle aide des organisations humanitaires avec l'argent reçu des impôts de Glencore Xstrata. Plusieurs communes zurichoises s'interrogent sur une démarche «symbolique» après avoir bénéficié des revenus du géant des matières premières

Ici, la frontière zougnoise voisine – et sa stratégie fiscale – fait des envieux. Mais on se défend aussi d'avoir les mêmes mœurs et coutumes politiques. Les habitants de Kappel am Albis, petit village zurichois sis à 700 mètres d'altitude qui vit mourir au combat le réformateur Zwingli, se prononcent fin novembre sur un texte intitulé «Les millions des matières premières – Kappel am Albis est solidaire». Et c'est précisément une entreprise zougnoise, le géant Glencore Xstrata installé à Baar, qui motive cette démarche.

L'initiative, lancée par un groupe sans parti, demande qu'une partie des revenus de la commune (20 000 francs) soit versée à l'œuvre d'entraide Action de carême ainsi qu'à sa consœur protestante Pain pour le prochain. Car que faire quand les caisses se remplissent soudainement grâce à des rentrées fiscales liées à des pratiques contestées?

Ce soir, on a convié dans la salle «Du petit moulin» un représentant d'Action de carême pour exposer ses actions au Congo et illustrer les conséquences néfastes de l'exploitation des matières premières sur l'environnement local et les droits humains. Les images de sources d'eau polluées, les chiffres de parties de cache-cache fiscal autour des investissements effectués dans ce pays ont le mérite de la clarté.

La cible de cette initiative est un habitant d'une autre commune zurichoise, plus proche du lac, celle de Rüslikon, taux fiscal le plus bas du canton. Ivan Glasenberg, 56 ans, président de la direction de Glencore Xstrata, y a acquis la nationalité suisse et y vit comme d'autres dirigeants du même groupe. Sa fortune avoisinerait les 6 à 7 milliards. Ses impôts, cumulés à ceux de ses collaborateurs, ont garanti en 2012 un gain de 360 millions, stimulé par l'entrée en bourse de la société. Conséquence: 164 millions ont coulé dans le système de péréquation financière cantonal, ont renfloué les caisses de nombreuses communes et réveillé parallèlement un problème de conscience. Kappel am Albis et ses quelque 1000 habitants ont reçu un cadeau de 200 000 francs.

«Nous ne voulons pas profiter seuls des revenus des entreprises de matières premières, mais les partager avec les pays concernés au premier chef», explique la documentation distribuée mercredi soir à l'entrée. Quarante auditeurs se sont déplacés. On le remarquera au fil des questions, ce sont surtout des défenseurs de la même cause, venus du village voisin de Hausen am Albis où a été déposée une initiative jumelle. Les organisateurs gardent le sourire, satisfaits de la présence d'une journaliste. Le refrain semble rodé à l'heure de l'apéro: «C'est l'action symbolique qui compte. Nous

voulons montrer à Berne que ce commerce de matières premières préoccupe les gens», explique Franz Schüle, membre du Parti socialiste de Hausen am Albis.

«L'essentiel est que les citoyens viennent voter le 29 novembre», renchérit Thomas Gretler. Cet informaticien, promoteur de l'initiative à Kappel, tend un article de la Neue Zürcher Zeitung: «Vous comprendrez pourquoi je m'engage. 1200 milliards de dollars perdus par les Etats africains en trente ans en raison de mouvements d'argent illégaux.» Ce soir on précise que Glencore n'est pas la seule cible visée. «C'est avant tout la volonté de pallier les méfaits du commerce de matières premières», glisse au terme de son exposé François Mercier, le responsable d'Action de carême. A ses yeux, «toute pression pour plus de transparence et de respect des normes internationales est bonne à prendre».

Kappel am Albis n'est ni la première, ni la dernière commune zurichoise à faire acte de contrition après avoir encaissé l'argent des dirigeants de Glencore. Fin septembre, les citoyens de Hedingen, elle aussi à large majorité UDC, ont donné leur accord, par 764 voix contre 662, à un versement de 110 000 francs pour des organisations d'entraide installées dans des pays où Glencore Xstrata est actif. Raviverait-on une Suisse cupide et pourtant hypocrite, voire rongée par le remords, digne de La Visite de la vieille dame de Dürrenmatt? «Nous vivons sur le dos de ces pays et profitons des retombées fiscales des entreprises qui y font fortune. Si nous pouvons marquer notre solidarité de cette manière, c'est mieux que rien», rétorque Thomas Gretler.

La réflexion est née en début d'année 2013. Elle a suivi la présentation publique, à Hausen am Albis, d'un reportage consacré au commerce de matières premières diffusé par la Déclaration de Berne. L'association, très engagée pour dénoncer les attitudes jugées destructrices du géant zougais, refuse pourtant de s'avancer comme instigatrice de cette «démarche citoyenne». «Nous ne menons pas de campagne contre Glencore actuellement, insiste Oliver Classen, responsable communication. En revanche, nous sommes à la disposition des personnes désireuses d'accomplir ces gestes solidaires. Il y a un malaise et les gens veulent agir. C'est l'image de Glencore qui est en jeu, et cette mobilisation dénonce une communication floue, voire volontairement absente.»

La décision des citoyens de Hedingen en septembre a surpris. Elle a trouvé écho dans plusieurs grands médias européens. Mais qu'en pensent les principaux concernés? Chez Glencore Xstrata, c'est motus et bouche cousue. Le porte-parole se contente de souligner dans un e-mail les actions d'aide au développement engagées par le groupe là où il est actif. Quoi qu'il en soit, la générosité de Hedingen – à noter que la commune avait rejeté la proposition initiale d'un soutien de 900 000 francs – fait encore figure d'exception. D'autres régions zurichoises consultées pour un acte comparable l'ont refusé. A commencer par Rüslikon qui, fin 2011, refusait l'idée d'un comité de solidarité de baisser de 7 à 5 points son taux fiscal.

LE TEMPS © 2014 Le Temps SA